
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 88

Bill No. 88

Loi modifiant la Loi de la protection
de la santé publique

An Act to amend the Public Health
Protection Act

Première lecture

First reading

M. FORGET

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974

Projet de loi n^o 88

Loi modifiant la Loi de la protection
de la santé publique

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la Loi de la protection de la santé publique (1972, chapitre 42) est modifié en ajoutant, après le paragraphe *j*, les suivants:

« *k*) « colonie de vacances » désigne une installation, autre qu'un établissement, où on héberge des enfants âgés de moins de 18 ans pendant une période de vacances scolaires et où sont fournis des services de loisirs et de l'équipement sportif, éducationnel ou culturel;

« *l*) « studio d'esthétique » désigne une installation aménagée hors d'un établissement dans laquelle sont fournis des services d'électrolyse, de peeling ou de greffe de cheveux;

« *m*) « appareil de fluoration » signifie un système pouvant être joint à une usine de filtration et permettant la rectification de la teneur en fluor des eaux traitées par cette usine. »

2. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 24, la section et les articles suivants:

« SECTION IVA

« FLUORATION DES EAUX DE CONSOMMATION

« **24a.** Le propriétaire d'une usine de filtration doit, avant le premier janvier

Bill No. 88

An Act to amend the Public Health
Protection Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Public Health Protection Act (1972, chapter 42) is amended by adding, after paragraph *j*, the following:

“(*k*) “vacation camp” means any installation, other than an establishment, where children under 18 years of age are sheltered during a period of school vacation and where recreational services and sports, educational or cultural equipment are provided;

“(*l*) “beauty institute” means any installation set up outside an establishment where electrolysis, peeling or hair transplant services are provided;

“(*m*) “fluorination device” means a system which may be installed in a filtration plant, permitting the control of fluorine concentration in the water treated by such plant.”

2. The said act is amended by inserting, after section 24, the following division and sections:

“DIVISION IVA

“FLUORINATION OF DRINKING WATER

“**24a.** The owner of a filtration plant shall, before 1 January 1976, analyse the

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet introduit, dans la Loi de la protection de la santé publique, la définition des expressions « colonie de vacances », « studio d'esthétique » et « appareil de fluoration ».

L'article 2:

a) impose l'obligation à tout propriétaire d'une usine de filtration de procéder à l'analyse des eaux fournies par l'usine;

b) stipule que si la teneur naturelle en fluor est inférieure à 1,2 parties par million, le propriétaire de l'usine doit y joindre un appareil de fluoration et opérer cet appareil de façon à ce que les eaux fournies aient une teneur en fluor de 1,2 parties par million;

c) donne les délais dans lesquels ces opérations doivent être effectuées;

d) empêche le propriétaire de l'usine d'opérer l'appareil avant qu'une personne autorisée par le ministre ait délivré un certificat;

e) autorise le ministre à financer l'achat et l'installation des appareils de fluoration.

L'article 3 impose l'obligation à toute personne qui opère une colonie de vacances ou un studio d'esthétique de détenir un permis délivré en vertu de la Loi.

L'article 4 impose l'obligation à toute personne qui pratique la crémation de cadavres de détenir un permis, mais crée une exception pour les établissements dans les cas déterminés par règlement.

L'article 5 étend à tous les cas l'obligation que le permis soit délivré au nom d'une personne physique.

L'article 6 étend à tous les détenteurs de permis l'obligation de tenir les livres et comptes prescrits par les règlements.

EXPLANATORY NOTES

Section 1 of this bill introduces the definitions of "vacation camp", "beauty institute" and "fluorination device" into the Public Health Protection Act.

Section 2:

(a) imposes on every owner of a filtration plant the obligation to analyse the water supplied by his plant;

(b) stipulates that if the natural concentration in fluorine is below 1.2 parts per million, the owner of the plant must instal a fluorination device and have it in operation to obtain a fluorine concentration of 1.2 parts per million in the water supplied;

(c) provides the delays within which such operations must be completed;

(d) prevents the owner of a filtration plant from operating the fluorination device before a person authorized by the Minister has delivered a certificate;

(e) authorizes the Minister to finance the purchase and installation of fluorination devices.

Section 3 requires every person who operates a summer camp or a beauty institute to hold a permit issued under the act.

Section 4 requires every person who practises the cremation of corpses to hold a permit, but creates an exception for establishments in the cases determined by regulation.

Section 5 extends the requirement that a permit be issued in the name of a physical person to all cases.

Section 6 extends the obligation to keep the books and accounts prescribed by regulation to all permit holders.

1976, procéder à l'analyse des eaux destinées à la consommation humaine et fournies par l'usine, pour en déterminer la teneur naturelle en fluor.

Un rapport portant sur cette analyse doit être adressé sans délai au ministre.

« **24b.** Lorsqu'une usine de filtration entre en opération après le premier janvier 1976, le propriétaire doit procéder à l'analyse des eaux fournies par l'usine, pour en déterminer la teneur naturelle en fluor, et adresser au ministre un rapport portant sur cette analyse dans les six mois de l'entrée en opération de l'usine.

« **24c.** Si la teneur naturelle en fluor des eaux de consommation fournies par une usine de filtration est inférieure à 1,2 parties par million, le propriétaire de l'usine doit y joindre un appareil de fluoration et l'opérer régulièrement de façon que les eaux fournies aient une teneur en fluor de 1,2 parties par million.

« **24d.** Dans le cas d'une usine déjà en opération le premier janvier 1976, l'appareil de fluoration doit y être joint au plus tard le premier janvier 1977.

Dans le cas d'une usine qui entre en opération après le premier janvier 1976, l'appareil de fluoration doit y être joint dans les douze mois de la date du rapport au ministre.

« **24e.** Le propriétaire qui joint un appareil de fluoration à une usine de filtration doit en aviser le ministre au moins six semaines avant la date prévue pour l'installation; le ministre délègue une personne pour examiner l'appareil et en surveiller l'installation.

Le propriétaire de l'usine ne peut opérer l'appareil de fluoration avant qu'une personne déléguée par le ministre ait délivré un certificat à l'effet que l'installation est adéquate.

[[« **24f.** Le ministre est autorisé à verser à tout propriétaire d'une usine de filtration une subvention égale à la totalité du coût d'achat et d'installation d'un appareil de fluoration.]]

water intended for human consumption and supplied by the plant to determine its natural fluorine concentration.

A report of such analysis must be sent without delay to the Minister.

“**24b.** Where a filtration plant begins operations after 1 January 1976, the owner must analyse the water supplied by the plant to determine its natural fluorine concentration and send a report of such analysis to the Minister within six months of the date when the plant begins operations.

“**24c.** If the natural fluorine concentration of the drinking water supplied by a filtration plant is below 1.2 parts per million, the owner of the plant must instal a fluorination device in it and have it in operation regularly to obtain a fluorine concentration of 1.2 parts per million in the water supplied by such plant.

“**24d.** In the case of a plant already in operation on 1 January 1976, the fluorination device must be installed in it not later than 1 January 1977.

In the case of a plant beginning operations after 1 January 1976, the fluorination device must be installed in it within twelve months of the date of the report to the Minister.

“**24e.** The owner who instals a fluorination device in a filtration plant must notify the Minister of it at least six weeks before the date provided for the installation; the Minister shall delegate a person to examine the device and supervise its installation.

The owner of the plant shall not have the fluorination device in operation before a person delegated by the Minister delivers a certificate attesting to the adequacy of the installation.

[[“**24f.** The Minister is authorized to pay to the owner of a filtration plant a subsidy equal to the total of the cost of purchase and installation of a fluorination device.]]

L'article 7 étend à tous les permis la restriction sur la cession ou le transport.

L'article 8 étend à tous les permis l'application des articles 104 à 119 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux.

L'article 9 est de concordance.

L'article 10 rend obligatoires les déclarations d'adoption.

L'article 11 étend la juridiction des enquêteurs nommés en vertu de la Loi, à la vérification:

a) du fonctionnement et de l'opération des appareils de fluoration; et

b) de l'application des normes de salubrité et d'hygiène dans les manufactures ou installations industrielles.

L'article 12 précise les pouvoirs de réglementation du lieutenant-gouverneur en conseil.

L'article 13 donne au ministre, dans les cas où un propriétaire d'une usine de filtration néglige ou refuse de se conformer aux prescriptions de la loi, pouvoir de procéder lui-même à l'analyse des eaux et à l'installation et l'opération de l'appareil de fluoration, aux frais du propriétaire.

Section 7 applies the restriction concerning assignment or transfer to all permits.

Section 8 extends the application of sections 104 to 119 of the Act respecting health services and social services to all permits.

Section 9 is a concordance provision.

Section 10 stipulates that a declaration of adoption is mandatory.

Section 11 adds to the jurisdiction of the investigators appointed under the act, verification of:

(a) the functioning and operation of fluorination devices; and

(b) the application of the standards regarding sanitary conditions and hygiene in factories and industrial plants.

Section 12 specifies the regulatory powers of the Lieutenant-Governor in Council.

Section 13 gives the Minister himself, in cases where the owner of a filtration plant neglects or refuses to comply with the requirements of the act, the power to cause the analysis of the water and the installation and operation of the fluorination device to be carried out at the cost of the owner.

[[«**24g.** Les sommes requises pour le paiement des subventions visées à l'article 24f sont prises à même les deniers accordés annuellement à cette fin par la Législature. »]]

3. L'article 25 de ladite loi est modifié en insérant dans la première ligne, après le mot « laboratoire », les mots « , une colonie de vacances, un studio d'esthétique ».

4. L'article 26 de ladite loi est remplacé par le suivant :

« **26.** Nul ne peut pratiquer l'embaumement, la crémation ou la thanatopraxie s'il n'est titulaire d'un permis délivré à cette fin par le ministre.

Un établissement peut toutefois procéder à des crémations sans être titulaire de permis dans les cas déterminés par règlement. »

5. L'article 32 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les première et deuxième lignes, les mots « de laboratoire ou de service d'ambulance ».

6. L'article 33 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots « de laboratoire ou de service d'ambulance ».

7. L'article 34 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les première et deuxième lignes, les mots « de laboratoire ou de service d'ambulance ».

8. L'article 35 de ladite loi est modifié en retranchant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots « de laboratoire ou de service d'ambulance ».

9. Le titre de la section VII de ladite loi, précédant l'article 38, est modifié en insérant après le mot « DÉCÈS », les mots « , D'ADOPTION ».

10. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 40, le suivant :

« **40a.** Le greffier du tribunal qui a rendu un jugement d'adoption ou les per-

[[«**24g.** The amounts required for the payment of the subsidies contemplated in section 24f shall be taken out of the moneys appropriated annually for such purpose by the Legislature.]]"

3. Section 25 of the said act is amended by inserting in the second line, after the word "laboratory", the words ", a vacation camp, a beauty institute".

4. Section 26 of the said act is replaced by the following :

"**26.** No person may practise embalming, cremation or thanatopraxy unless he holds a permit issued for that purpose by the Minister.

An establishment may nevertheless practise cremation without holding a permit in cases determined by regulation."

5. Section 32 of the said act is amended by striking out the words "laboratory permit or an ambulance service" in the first and second lines.

6. Section 33 of the said act is amended by striking out the words "laboratory permit or an ambulance service" in the third and fourth lines.

7. Section 34 of the said act is amended by striking out the words "laboratory permit or an ambulance service" in the first and second lines.

8. Section 35 of the said act is amended by striking out the words "laboratory permits or ambulance service" in the fourth and fifth lines.

9. The title of Division VII of the said act, which precedes section 38, is amended by replacing the words "AND DEATH" in the first line, by the words "DEATH AND ADOPTION".

10. The said act is amended by inserting, after section 40, the following :

"**40a.** The clerk of the court which has rendered a judgment of adoption or the

sonnes déclarées parents adoptifs en vertu d'un jugement d'adoption prononcé hors du Québec doivent remplir une déclaration d'adoption rédigée de la manière prescrite par règlement. »

11. L'article 47 de ladite loi est modifié en insérant, après le premier alinéa, le suivant :

« Elle peut aussi pénétrer dans toute usine de filtration pour vérifier le fonctionnement et l'opération de l'appareil de fluoration et dans toute manufacture ou installation industrielle pour vérifier l'application des normes de salubrité et d'hygiène prescrites par règlement. »

12. L'article 50 de ladite loi est modifié :

a) en remplaçant, dans la cinquième ligne du paragraphe *a*, les mots « de la qualité » par les mots « de tout studio d'esthétique ainsi que la qualité » ;

b) en remplaçant le paragraphe *b* par le suivant :

« *b*) déterminer les normes d'équipement, de fonctionnement et d'inspection des opérations des titulaires de permis d'ambulance, de colonie de vacances, de crémation, d'embaumeur ou de directeur de funérailles, les lieux où ces opérations doivent être conduites et la qualité du personnel employé ; » ;

c) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe *e*, les mot et chiffre « et 40 » par les mot et chiffres « , 40 et 40*a* » ;

d) en ajoutant, à la fin du paragraphe *k*, ce qui suit : « et interdire la vente des catégories ou espèces d'animaux familiers qu'il indique ou l'assujettir aux conditions et aux contrôles de santé qu'il fixe » ;

e) en remplaçant le paragraphe *m* par le suivant :

« *m*) confier au ministre la tâche de protéger la santé publique en cas de danger de propagation d'une maladie transmissible ou d'invasion d'insectes ou de bestioles nuisibles ; » ;

f) en remplaçant le paragraphe *o* par les suivants :

« *o*) établir les normes de salubrité et d'hygiène qui doivent être respectées dans

persons declared adoptive parents by virtue of a judgment of adoption rendered outside the province of Québec must fill out a declaration of adoption drawn up in the manner prescribed by regulation. »

11. Section 47 of the said act is amended by inserting after the first paragraph, the following :

“He may also enter any filtration plant to verify the functioning and operation of the fluorination device and any factory or industrial plant to verify the application of the standards regarding sanitary conditions and hygiene prescribed by regulation.”

12. Section 50 of the said act is amended :

(a) by replacing the words “and the qualifications” in the fifth line of subparagraph *a* by the words “, any beauty institute and the qualifications” ;

(b) by replacing subparagraph *b* by the following :

“*(b)* determine standards regarding the equipment, functioning and inspection of the operations of holders of ambulance, vacation camp, cremation, embalmer's or funeral director's permits, the premises in which such operations are to be conducted and the qualifications of the staff employed ;” ;

(c) by replacing the word and figure “and 40” in the second and third lines of subparagraph *e* by the word and figures “, 40 and 40*a*” ;

(d) by adding, at the end of subparagraph *k*, the following : “and prohibit the sale of the classes or species of pets he may indicate or subject such sale to the conditions and controls regarding health he may fix” ;

(e) by replacing subparagraph *m* by the following :

“*(m)* entrust the Minister with the task of protecting public health in the case of danger of the spread of a contagious disease or an invasion of noxious insects or bugs ;” ;

(f) by replacing subparagraph *o* by the following :

“*(o)* establish the standards regarding sanitary conditions and hygiene which

toute manufacture ou installation industrielle;

« *p*) prescrire toute mesure utile à la mise en application de la présente loi. »

13. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 52, le suivant :

« **52a.** Si le propriétaire d'une usine de filtration refuse ou néglige d'analyser les eaux de consommation fournies par son usine ou d'adresser un rapport au ministre ou refuse ou néglige de joindre un appareil de fluoration ou de l'opérer conformément à la présente loi, le ministre peut faire procéder lui-même à l'analyse, à l'installation ou à l'opération et ce aux frais du propriétaire.

Toute dette due par le propriétaire d'une usine de filtration en vertu du présent article peut être récupérée à titre de dette due à Sa Majesté. »

14. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

must be respected in any factory or industrial plant;

“(p) prescribe any measure useful for the carrying out of this act.”

13. The said act is amended by inserting, after section 52, the following:

“**52a.** If the owner of a filtration plant refuses or neglects to analyse the drinking water supplied by his plant or to send a report to the Minister, or refuses or neglects to instal a fluorination device or to operate it in accordance with this act, the Minister may himself cause the analysis, installation or operation to be carried out at the cost of the owner.

Any debt due by the owner of a filtration plant under this section may be recovered as a debt due to Her Majesty.”

14. This act shall come into force on the day of its sanction.